



HAL
open science

Des savoirs d'expérience aux politiques de la connaissance. Les sociétés rurales face à l'étiologie des pollutions agricoles en Bretagne

Alix Levain

► To cite this version:

Alix Levain. Des savoirs d'expérience aux politiques de la connaissance. Les sociétés rurales face à l'étiologie des pollutions agricoles en Bretagne. Presses Universitaires de Rennes. Lamy Jérôme et Vabre Sylvie (dir.), Les savoirs ruraux du Moyen Age à nos jours, pp.227-254, 2022, Collection Histoire, 978-2-7535-8779-3. hal-03912296

HAL Id: hal-03912296

<https://hal.science/hal-03912296>

Submitted on 2 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des savoirs d'expérience aux politiques de la connaissance

Les sociétés rurales face à l'étiologie des pollutions agricoles en Bretagne

Alix Levain

La modernisation agricole des années 1960 a pris, dans l'Ouest français et particulièrement en Bretagne, le visage d'une intensification et d'une densification de la production laitière, porcine et avicole. Les facteurs de ce rapide essor des productions animales sont aujourd'hui bien documentés¹, de même que ses effets sur les milieux aquatiques, accentués par les caractéristiques hydro-climatiques régionales. Les mobilisations associatives locales pour la défense de la qualité de l'eau ont joué un rôle majeur dans la mise en place, au tournant des années 1990, de régulations nationales et communautaires visant la maîtrise des flux de composés azotés et phosphorés issus de la fertilisation organique et minérale des cultures². L'échec relatif de ces politiques coûteuses a maintes fois été dénoncé, tant par les instances chargées de leur évaluation que par les associations.

L'attitude des représentants professionnels agricoles et du lobby agro-alimentaire est souvent identifiée comme une cause majeure de cet échec³.

1. Canevet Corentin, *Le modèle agricole breton*, Rennes, PUR, 2010 ; Cornette J., *Histoire de la Bretagne et des Bretons*, t. 2 : *Des Lumières au xix^e siècle*, Paris, Le Seuil, 2008.
2. Bourblanc Magalie, « Des instruments émancipés. La gestion des pollutions agricoles des eaux en Côtes-d'Armor au prisme d'une dépendance aux instruments (1990-2007) ». *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 6, 2011, p. 1073-1096 ; M. Bourblanc Magalie, « Framing environmental problems: Problem entrepreneurs and the issue of water pollution from agriculture in Brittany », *Journal Environmental Policy Planning*, vol. 16, n° 1, 2014, p. 14.
3. Pour la situation française, voir : Brun Alexandre, « Aménagement et gestion des eaux en France : l'échec de la politique de l'eau face aux intérêts du monde agricole ». *VertigO*, vol. 4, n° 3, 2003, Bourblanc Magalie et Brives Hélène, « La construction du caractère "diffus" des pollutions agricoles », *Études rurales*, vol. 183, 2009, p. 161-176. Des conclusions comparables sont publiées depuis quelques années en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Pour une revue exhaustive, voir Levain Alix, Barthelemy Carole, Bourblanc Magalie, Douguet Jean-Marc et Euzen Agathe, « Les dynamiques sociales et politiques associées à l'eutrophisation et à sa prise en charge », in *L'eutrophisation : manifestations, causes, conséquences et prédictibilité*. Rapport d'Expertise scientifique collective, Rapport CNRS-Ifremer-INRA-Irstea (France), 2017, p. 949-112

Le « déni » de la profession face aux impacts environnementaux des pollutions d'origine agricole, en particulier les pollutions aux nitrates, apparaît comme l'une des formes les plus abouties d'une entreprise systématique d'opposition aux régulations environnementales.

De nombreux interlocuteurs institutionnels ou associatifs m'en feront part lorsque j'engagerai mes recherches sur l'expérience des changements environnementaux en Bretagne. Parce que le chercheur en sciences sociales, dans un contexte de ce type, est attendu sur ces fameux « freins au changement » qui pèsent sur l'évolution des comportements, souvent identifiés comme de nature psychologique. Parce qu'aussi, du fait de leur ancienneté et de leur ampleur, certes, mais également du niveau impressionnant de connaissances scientifiques accumulés sur ces questions, la stabilité du discours public agricole paraît de plus en plus criante, matérialisant en fonction de la sensibilité de ses dénonciateurs soit une mauvaise foi caractérisée, soit une arriération propre au monde paysan, se refusant à l'évidence par ignorance, cupidité ou par incapacité à faire évoluer ses routines de pensée et d'action.

Ce fut l'un des premiers résultats des enquêtes ethnographiques que j'ai menées à partir de 2010, d'abord sur un, puis sur trois terrains jouxtant des baies parmi les plus touchées en Bretagne par les proliférations d'algues vertes (les marées vertes) apparues dans les années 1970⁴ : la densité des prises de parole sur les pollutions et leurs conséquences, qui débordaient largement le cadre des lieux formels de concertation et de négociation des politiques de lutte contre les pollutions diffuses d'origine agricole ; et le poids qu'occupait, dans ces discours, la question de l'origine et des causes des marées vertes⁵.

Le dispositif d'enquête que j'avais alors mis en place permettait d'en prendre la mesure : j'avais choisi de conduire ma première enquête dans le pays du Porzay, au fond de la baie de Douarnenez (Finistère), un territoire sur lequel les marées vertes étaient anciennes mais qui était resté relativement à l'écart de la pression médiatique. Celle-ci se concentrait sur deux baies costarmoricaines sur lesquelles avaient eu lieu des accidents mortels⁶.

4. Trois principales campagnes d'enquête ont été réalisées : en 2010 (Baie de Douarnenez, Finistère), en 2011-2012 (Baie de Lannion, Côtes d'Armor ; baies de Douarnenez et de la Forêt, Finistère) ; en 2017 (Baie de Douarnenez, baie de la Forêt).

5. Levain Alix, « Faire face aux marées vertes, penser les crises du vivant », *Ethnographiques.org*, n° 27, décembre 2013, [<https://www.ethnographiques.org/2013/Levain>], consulté le 15 avril 2021.

6. À l'été 2008, la mort de deux chiens sur une plage de la baie de Saint-Brieuc, puis en 2009, la mort d'un cheval et le sauvetage *in extremis* de son cavalier en baie de Lannion. Il ne s'agit pas – loin de là – des premiers accidents recensés, mais l'attention dont ils ont été l'objet au-delà du territoire régional est en revanche largement inédite. Ces accidents sont le point de départ d'un travail d'identification rétrospective des victimes des marées vertes mené principalement par les associations costarmoricaines Halte aux marées vertes et Sauvegarde du Trégor, ainsi que d'un renforcement de l'épidémiologie profane des marées vertes et de la vigilance sur l'exposition au risque d'intoxication sur les sites littoraux touchés.

Les journalistes s'aventuraient rarement jusqu'à cette baie, l'une des plus éloignées des grandes rédactions.

J'arpentai ainsi entre février et juin 2010 une campagne occupée par les travaux hivernaux et des rivages à la fréquentation clairsemée, entre bâtiments d'élevage, grandes cultures, comptoirs de café animés par les échanges de commentaires de la presse quotidienne régionale, et petites mairies rurales. Dans les couloirs et les bureaux de ces dernières, transparaisait malgré tout une certaine agitation : le premier Plan gouvernemental de lutte contre les algues vertes venait d'être annoncé, et chaque territoire touché devait présenter un programme local visant des objectifs ambitieux de réduction des apports de nutriments dans les cours d'eau pour réduire les marées vertes. Ce programme devait garantir par ailleurs une maîtrise du risque sanitaire lié à l'échouage des algues sur les plages ; il impliquait donc une intensification du ramassage et du traitement des algues.

J'interrogeais de façon très ouverte éleveurs, élus, techniciens, riverains, commerçants, habitants des bourgs et des villages sur leur expérience des transformations du territoire depuis leur enfance. Je n'abordais pas la question des algues vertes dans les entretiens, tentant ce faisant de mesurer sans la surestimer l'importance que ce phénomène très médiatisé occupait dans leur histoire et dans leurs préoccupations. Les entretiens duraient ainsi de deux à cinq heures.

Au bout de ces quelques mois, il est apparu clairement que le sujet était systématiquement abordé, en particulier les causes du phénomène, et que pour ce faire la plupart de mes interlocuteurs faisaient référence à leurs savoirs expérimentiels : baignades étant petits, observations lors de pêches, connaissance du fonctionnement de l'eutrophisation⁷ via son observation sur les exploitations agricoles, circulation des eaux de pluie et des courants marins, lieux exacts des échouages sur la vingtaine de kilomètres de côtes, essentiellement sableuses, qui bordent le Porzay. Les savoirs écologiques locaux étaient élaborés et complexes, spécifiques aux usages et aux générations. J'y trouvais donc largement matière à un riche inventaire ethno-écologique et à une analyse située et nuancée.

Et pourtant : éleveurs de porcs, de volailles, de vaches laitières ou allaitantes, élus locaux, salariés des entreprises de travaux agricoles, transporteurs, commerçants remobilisaient largement ces savoirs, dans leur diversité, au sein d'une structure argumentative commune. Celle-ci consistait à déconstruire, de façon systématique, les analyses perçues comme extérieures qui, selon l'expression locale consacrée, mettaient en cause la responsabilité de l'agriculture et des agriculteurs. Je retrouvai dans les années qui suivirent cette tension sur tous mes terrains d'enquête : les savoirs expérimentiels participaient activement, au sein du noyau de la communauté rurale, d'une posture de résistance face à l'imposition de grilles de lecture des pollutions agricoles leur donnant un poids déterminant dans l'état de dégradation des écosystèmes aquatiques dans la région.

7. L'eutrophisation désigne les processus d'enrichissement excessif en nutriments des écosystèmes aquatiques

Cette configuration est particulièrement propice pour analyser comment s'agencent, dans une situation de controverse environnementale et d'exposition à la critique, savoirs expérientiels et stratégies de protection au sein du monde rural, et comment ces savoirs locaux se trouvent enrôlés dans une lutte politique de longue haleine visant la défense des intérêts de l'agri- culture conventionnelle. Je m'appuierai pour ce faire sur une relecture du concept de dissonance cognitive, qui depuis les années 1960 constitue l'un des principaux outils d'analyse des comportements paradoxaux en psychologie sociale. À partir de discours recueillis au sein de communautés rurales disposant d'un fort capital d'autochtonie⁸, je propose de retenir quatre processus de réduction de la dissonance cognitive, en m'appuyant sur l'hypothèse de l'émergence progressive de politiques de la connaissance de plus en plus distribuées socialement, comme l'une des propriétés des processus contemporains d'écologisation des sociétés.

Les savoirs ruraux sur les pollutions agricoles : entre connaissances écologiques et expérience politique

L'abondance de nutriments dans les eaux littorales, essentiellement liée au lessivage des terres agricoles enrichies en engrais minéraux et organiques, peut générer dans certaines configurations côtières favorables des phénomènes d'eutrophisation côtière et des efflorescences massives d'algues. La Bretagne est touchée par l'une des formes de ce phénomène, connue désormais sous le terme de marée verte, depuis le début des années 1970. Les proliférations d'algues vertes font donc partie du quotidien des habitants de certaines baies du littoral depuis deux générations. Elles ont accompagné la modernisation rapide de l'agriculture bretonne et l'intensification de l'élevage, qui ont dans le même temps profondément bouleversé l'organisation des sociétés rurales⁹. Il s'agit donc d'un phénomène déjà ancien, associé à des évolutions rapides de la structure des paysages, des modes de production et des structures sociales sur des territoires faiblement industrialisés par ailleurs, et aujourd'hui en voie de résidentialisation accélérée.

8. Voir à ce sujet : Renahy Nicolas, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards sociologiques*, n° 40, 2010, p. 9-26 ; Levain Alix « Une épreuve médiatique ? Les éleveurs bretons face aux marées vertes », *Études rurales*, n° 198, 2017, p. 171-194.

9. Morin Edgar, *Commune en France : la métamorphose de Plodémet*, Paris, Fayard, 1967 ; Lalignant Sophie, *Un point de non-retour. Anthropologie sociale d'une communauté rurale et littorale bretonne*, Rennes, PUR, 2008.

Les écologues marins et hydrologues qui ont analysé le phénomène et ses causes estiment en avoir dessiné, depuis les années 1990, une image relativement précise et stabilisée. Leurs études, convergentes avec les travaux internationaux, ont mis en évidence que l'abondance des nitrates d'origine agricole était, de loin, la principale cause de développement des algues et le principal levier sur lequel agir¹⁰.

Mais les proliférations algales conservent un caractère imprévisible, incertain, difficilement compréhensible, voire transgressif : les algues vertes mettent en lien deux mondes (le monde maritime et le monde terrestre) dont elles obligent à penser la continuité. Elles relient aussi deux dimensions : celle du micro-monde (les molécules dont elles « révèlent » l'existence et illustrent, par leurs capacités d'absorption et de croissance, les difficultés de maîtrise) et celle du macro-monde (dont elles accompagnent les mutations et auquel elles envoient des signaux diversement interprétés). Les proliférations alimentent ainsi des processus et des interactions cognitifs complexes, dans un va-et-vient entre une expérience immédiate de la nuisance par les habitants et la confrontation au regard extérieur.

À l'échelle des baies touchées, l'unité apparente et récente construite autour des pollutions agricoles à l'échelle de la Bretagne dans son ensemble cache une diversité de situations, d'histoires singulières que la médiatisation accentuée du phénomène tend à lisser. Historiquement, des formes de mobilisation et des systèmes interprétatifs locaux différenciés sont observés suivant les territoires touchés, en lien avec les épisodes de crise et les moments de rupture. En baie de Lannion par exemple, l'un des bourgs des communes littorales les plus touchées est situé en bordure immédiate du rivage, à un emplacement vers lequel les vents dominants ramènent les algues. Les élus locaux ont assumé le rôle de lanceur d'alerte au niveau local. La « marée verte » a d'emblée été identifiée comme une catastrophe, ce qu'a favorisé son apparition assez soudaine et d'emblée massive. La constitution du dommage a ainsi précédé l'identification, par les scientifiques, des causes du phénomène (donc la mise en lien avec l'activité agricole). Avant qu'un cheval ne meure sur la plage de Saint-Michel-en-Grève et qu'une liaison avec le sulfure d'hydrogène ne soit opérée, il existait déjà des victimes reconnues comme telles... En baie de Douarnenez en revanche, le littoral touché, quoiqu'accueillant une petite activité touristique, est resté peu urbanisé et peu visible des gens de passage. L'apparition du phénomène a été plus progressive, même s'il s'agit aujourd'hui d'un site majeur d'échouage. Des mobilisations sporadiques ont eu lieu dans les années 1990, mais la gestion des proliférations s'est plutôt opérée sur la base d'une confiance dans la capacité de chacun à « relativiser les nuisances », pour reprendre l'expression d'un élu local, en tablant sur la possibilité de maintenir une forme de compromis local. La proximité entre élus locaux et élus agricoles, qui repose sur une alliance historique entre commerçants et grandes familles d'agriculteurs, est très forte et se traduit par une revendication de gestion des algues en bon père de famille, tout en évitant les discussions publiques à leur sujet. Par exemple, un fascicule historique élaboré par un comité composé de personnalités de la commune de Plonévez-Porzay à l'occasion de l'an 2000 ne fait aucune autre mention du phénomène dans le texte. L'ancien Maire, qui me le remet, y a ajouté une mention manuscrite à l'occasion de la venue d'un étudiant travaillant sur ce sujet au début des années 2000, intercalée entre les années 1977 et 1979 (fig. 1).

-
10. Piriou Jean-Yves, Ménesguen Alain et Salomon Jean-Claude, « Les marées vertes à ulves : conditions nécessaires, évolution et comparaison de sites », *Estuaries and coasts: spatial and temporal intercomparisons*, 1989, p. 4-8 ; Merceron Michel, *Pollutions diffuses : du bassin versant au littoral*, Paris, Quae, 1999.

1976 – Grande sécheresse durant l'été.

Le Crédit agricole s'installe dans son nouvel immeuble.

Le Pardon de Sainte Anne voit une inflation du service d'ordre : 3 officiers, 103 gradés et gendarmes, 27 véhicules. L'année suivante, 28 officiers, gradés et gendarmes suffisent.

1977 – Acquisition d'un terrain en vue de l'implantation de la salle de sports.

Le camping de Treguer se met en place.

Les "algues vertes" commencent à poser problème.

1979 – 3 janvier après-midi : un coup de blizzard encore jamais vu, avec formation rapide de congères, s'abat sur le Porzzy ; l'enterrement au cimetière de Gaby MOREAU de Leurion doit être interrompu ; des voyageurs doivent s'arrêter et se réfugier pour la soirée et la nuit dans les maisons qui leur offrent l'hospitalité.

Désaffectation de la bascule publique.

On dénombre 112 exploitations agricoles contre 130 en 1970. Les salariés agricoles permanents ne sont plus que 21 au lieu de 50. Le nombre de bovins est à un niveau élevé ; il a augmenté de 30% par rapport à 1970 ; les porcs ont augmenté de 110% et les volailles de 140% durant la même période.

Fig. 1. – Extrait du fascicule *Plonévez au ^{xx} siècle*.

Source : R. Chevallier – archives personnelles.

Les marées vertes incarnent aujourd'hui à ce point les pollutions agricoles et la dérive du « modèle breton » que la lenteur et la complexité historique de leur amarrage à cette problématique en est d'autant moins lisible. Or, l'eutrophisation côtière n'a joué jusqu'à la fin des années 1990 qu'un rôle périphérique dans leur mise à l'agenda politique. La qualité de l'eau, pourtant, a été le principal vecteur de la mise en place des régulations agro-environnementales avec l'adoption de la directive Nitrates en 1991. S'institutionnalise à cette époque l'opposition entre organisations professionnelles agricoles défendant l'élevage conventionnel et le « modèle breton » (majoritaires dans toutes les Chambres d'agriculture de la région) et une coalition d'acteurs plus hétérogènes. Cette opposition conduit très tôt à un fort investissement, tant du côté des associations environnementalistes, comme Eau et rivières de Bretagne, que du côté de la FNSEA et des coopératives, dans l'acquisition et la mobilisation de l'expertise académique sur les effets des nitrates sur la santé humaine. Le processus de négociation de la directive a en effet abouti à une limitation des teneurs en nitrates pour les eaux brutes destinées à la consommation humaine. La controverse, ou selon la presse agricole, la « contre-offensive ¹¹ » sur les nitrates, émerge à cette époque et sera alimentée de façon constante depuis. En France, elle s'appuie notamment sur les travaux des médecins Jean et Jean-Louis L'hirondel ¹², qui réalisent une revue de littérature en 1996 sur les effets bénéfiques des nitrates pour la santé. Les arguments développés dans leur livre constituent la première trame sur laquelle se tisse l'information professionnelle des agriculteurs bretons conventionnels à propos des pollutions aux nutriments. L'argument général est le suivant : si les nitrites sont toxiques, les nitrates au contraire protègent l'homme de diverses pathologies ; de ce fait, c'est sur la base d'informations erronées et orientées que le lobby écologiste a obtenu avec la complicité de l'Union européenne de transformer, aux yeux de l'opinion publique, un fertilisant bénéfique en un polluant dangereux.

La controverse est très active en Bretagne, la fertilisation organique liée à la spécialisation dans les productions animales rendant les nouvelles réglementations

extrêmement lourdes à mettre en œuvre, tant sur le plan des politiques remédiatrices du fait des teneurs en nitrates très importantes dans les cours d'eau, que pour les exploitations agricoles elles-mêmes dont la mise aux normes et l'optimisation de la fertilisation sont financièrement et professionnellement coûteuses. Le Conseil scientifique de l'environnement en Bretagne, un comité indépendant de personnalités issues du monde académique, placé auprès de la Région Bretagne, prend ainsi rapidement la peine de consacrer une note détaillée à l'examen – et à la réfutation – des arguments développés par L'hirondel et L'hirondel. Ces derniers sont largement repris dans la presse agricole.

Toutefois, lorsque les actions locales dirigées spécifiquement vers l'objectif de résorption des marées vertes émergent dans la deuxième moitié des années 1990, la situation dans les baies les plus touchées est plus complexe que cette polarisation très forte au niveau régional ne pourrait le laisser penser : pour les élus locaux des communes à la fois rurales et littorales, l'enjeu de venir à bout des marées vertes est majeur, du fait de leur très fort investissement historique dans la balnéarisation de leur littoral¹³. Les élus issus du monde agricole sont donc nombreux à rechercher, au commencement, des appuis scientifiques auprès de la recherche publique, en particulier des antennes locales de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) et de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra). « Le monde agricole était fustigé. Surtout les producteurs de porcs.[...] Il fallait trouver une explication au phénomène algues vertes », m'explique ainsi un Maire et éleveur en 2011. L'objectivation des connaissances sur le phénomène des marées vertes apparaît alors comme un point d'appui utile pour démontrer la bonne volonté des agriculteurs et éviter leur stigmatisation. Mais les interactions des experts avec les représentants professionnels agricoles deviennent au fil du temps plus conflictuelles, lorsque des cibles et des instruments d'action doivent être définis. Les conflits liés à la mise en œuvre de la directive nitrates s'intensifient et donnant lieu par ailleurs à de multiples contentieux, les associations environnementalistes locales prenant les marées vertes pour cause se multipliant avec le retour des baby-boomers au pays, le phénomène des marées vertes ne montrant pas de signe de régression malgré les efforts réalisés, l'espoir de voir la situation s'améliorer va s'amenuisant dans les baies au début des années 2000 :

11. La France agricole. 14 mars 2013. Nitrates et santé. L'étonnante contre-enquête, [<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/nitrates-et-sante-l-etonnante-contre-enquete-1,0,86927325.html>], consulté le 30 juin 2018.

12. L'hirondel Jean et L'hirondel Jean-Louis, *Les nitrates et l'homme. Le mythe de leur toxicité*, Éditions de l'Institut de l'Environnement, 1996. Une édition augmentée est parue en 2004, chez le même éditeur.

13. Levain Alix, « L' élu local, fragile médiateur face aux crises environnementales », in *Droit et gestion des collectivités territoriales 2016*, Anthony, Éditions du Moniteur/GRALE, 2016, p. 679-696.

« La majorité des gens, tout le monde a dit aujourd'hui que les agriculteurs sont à l'origine des nitrates, donc des algues vertes, ça c'est le discours depuis 15 ans. C'est ce qu'on a dit, on a dit ça. Moi je reste persuadé, tu vois, que s'il n'y avait que l'agriculture aujourd'hui à être responsable des algues vertes, eh bien il y aurait eu une sacrée diminution déjà depuis quelques années. [...] Il y a des évolutions depuis 2000, c'est incroyable les évolutions de l'agriculture quand-même... donc s'il n'y avait eu que ça, à mon avis on aurait déjà vu des effets aujourd'hui. Moi je pense qu'il y a d'autres choses à faire » (Agriculteur [grandes cultures], juillet 2011).

À partir de 2008, la problématisation opérée par les associations constituées à l'échelle des sites autour de la toxicité et de la dangerosité des émanations d'hydrogène sulfuré issues de la décomposition des algues vertes sur les plages et dans les vasières acquiert une visibilité sans précédent. Les algues sont désormais présentées dans les médias comme un facteur de risque pour la santé humaine et animale. Cette nouvelle dimension suscite une mobilisation forte des pouvoirs publics et un traitement médiatique très dense ; elle constitue une épreuve inédite pour les habitants directement confrontés au phénomène. En effet, elle renouvelle, par l'accentuation du regard extérieur sur le territoire, les tensions qui pèsent sur les solidarités locales, qu'elles soient générationnelles, familiales ou professionnelles.

La « crise » qui s'ouvre à la fin des années 2000 est donc affectée d'emblée par la constatation d'un écart entre la construction institutionnelle locale et la formulation du problème à d'autres échelles. Il en résulte que la période qui suit est globalement perçue plutôt comme une crise sociale que comme une crise environnementale. Sur tous les terrains s'observent des résonances, des tensions, conflits, ruptures accompagnant l'institution d'une obligation de lutte collective. Le décalage entre des histoires vécues comme très singulières d'une part, la construction d'un modèle explicatif global et de programmes de lutte conçus à l'échelle nationale et régionale sur cette base d'autre part, participe ainsi d'un dispositif d'assignation ambigu, dans lequel le statut de victime (en tant qu'habitant d'un territoire pollué) et celui de coupable (en tant que responsable ou complice de pratique répréhensibles) se cumulent ou s'excluent l'un l'autre en fonction de l'actualité. On assiste ainsi à un double mouvement d'indexicalisation (par exemple, les territoires sont désignés comme des bassins versants « algues vertes ») et de décontextualisation (le pouvoir d'évocation des algues vertes se renforce, elles incarnent les excès du productivisme). Les perceptions du phénomène s'en trouvent affectées, la confrontation à ce qui est désormais caractérisé comme un problème écologique majeur – voire une « crise » – posant la question de la possibilité d'une imputation de la pollution¹⁴ et de la construction d'une action coordonnée. Ce surcroît d'exposition met les agriculteurs (essentiellement éleveurs) des bassins versants concernés en demeure de penser, de dire et de faire *autrement* à court terme.

Les organisations agricoles réagissent rapidement à ce nouveau cadrage, en mobilisant et en diffusant largement les thèses développées par un ingénieur agronome qui anime, depuis de nombreuses années, l'Institut scientifique et technique de l'environnement, une association discrètement financée par une grande coopérative agricole, et qui a édité les travaux de Jean et Jean-Louis L'hirondel sur les bienfaits des

nitrate. Les missions de cet institut qui se présente comme un organisme scientifique incluent le fait d'« évaluer la situation réelle de l'environnement dans toute sa diversité et [de] recueillir les données et les expériences de terrain ¹⁵ ». La méthode suivie est double : mobiliser et interpréter la littérature scientifique internationale pour se parer de la légitimité de la démarche scientifique, tout en donnant aux savoirs empiriques et au « bon sens » des professionnels de l'agriculture un statut éminent et une valeur probatoire comparable, voire supérieure à celle des mesures et des résultats de modélisation. Le directeur de l'Institut déploie une intense activité sur le terrain, animant de multiples conférences organisées sous l'égide des Chambres d'agriculture ou des syndicats (fig. 2), accueillies dans les lycées agricoles ou dans des salles communales à l'initiative d'élus proches du monde rural. Il réagit et en appelle à un débat équilibré à chaque article scientifique publié, à chaque intervention publique de chercheurs. Il vient rencontrer les agriculteurs sur les baies à algues vertes. Outre la reprise des thèses de J. L'hirondel, il évoque par exemple systématiquement dans ses interventions les liens entre marées noires et marées vertes, faisant appel à des lectures locales anciennes du phénomène, fondées sur la proximité temporelle entre les premières marées noires (1967, 1978), qui ont profondément marqué les habitants, et l'apparition des proliférations. L'efficacité de cette démarche pourtant très artisanale est considérable : elle a un impact à la fois sur le fonctionnement des politiques publiques et sur la structuration du débat public. Tant son discours que sa position marginale lui confèrent un prestige chez de nombreux agriculteurs, même depuis que les élus FNSEA des Chambres d'agriculture ont finalement cessé, en 2013, de lui témoigner publiquement leur soutien ¹⁶ :

« Il y a un qui était entièrement d'accord avec moi, c'est M. Buson, je ne sais pas si tu connais. (– Si, bien sûr). Si, tu connais. Il était venu me voir. On avait discuté un moment. Oui, il était venu me voir, Christian (*d'une voix plus basse*). Il était venu me voir et pour lui c'est pareil, lui il se bat contre un mur. Mais bon je pense c'est dommage, parce qu'il a plein de bonnes idées, mais bon il a un peu de pression. [...] Mais je pense pourtant au fond, il a certainement raison sur beaucoup de choses. Oui. Mais bon, il était venu là, moi je lui avais dit, il prêchait dans sa paroisse, moi j'étais entièrement d'accord avec lui. [...] On n'a pas envie de l'entendre, tout simplement. On n'a pas envie politiquement, ça fait tache, ça mettrait un grain de sable dans le rouage » (Entrepreneur de travaux agricoles, juin 2011).

14. Douglas Mary, *De la souillure. Essais sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 2005.

15. Site de l'Institut de l'Environnement et de la santé (anciennement Institut scientifique et technique de l'environnement), [http://www.institut-environnement.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=43&Itemid=27], consulté le 28 juin 2018.

16. La Coordination rurale et la FDSEA du Finistère revendiquent toujours cette proximité.



Algues vertes : Quid de la responsabilité de l'agriculture ?



Les chiffres clés

En Bretagne, 50 000 m³ d'ulves (ou algues vertes) sont ramassées par an, soit 40 000 t d'algues fraîches/an. Il faut savoir qu'aucun tri n'est effectué sur ce ramassage ; il y a donc une partie de sable qui est pris en compte dans ces chiffres.

De 1990 à 2006, les tonnages d'algues vertes collectées ont été grosso modo divisés par deux, avec deux fois plus de communes concernées. Le tonnage collecté par commune a été quant à lui, divisé par 4 (Source Chambre d'Agriculture 29). Le coût de ramassage pour l'ensemble de la Bretagne est de l'ordre de 300 à 500 000 €/an, bien loin des millions d'euros annoncés par certaines associations environnementales...

Le phénomène des algues vertes est-il récent ? Existe-il ailleurs qu'en Bretagne ?

L'échouage d'ulves est connu depuis longtemps. Depuis de nombreuses générations, le goémon a été récolté et valorisé en agriculture ; nos aînés ramassaient les algues vertes entre autres sur la plage pour les épandre sur leurs terres. La bibliographie mentionne le phénomène dès 1924 (*données de la station agronomique de Quimper*). Des photos aériennes datant de 1952 identifient aussi la présence des algues vertes en baie d'Yffiniac.

Ce phénomène est connu dans de nombreuses autres régions françaises mais aussi européennes, et à travers le monde, et cela **quelles que soient les activités agricoles et humaines** ! Plus de 150 sites au total sont concernés dans le monde.

Fig. 2. – Extrait d'un argumentaire mis à disposition de ses adhérents par la FDSEA du Finistère en 2009-2010.

Le document a été réalisé en lien étroit avec l'Institut scientifique et technique de l'environnement. Il se présente comme une synthèse de données scientifiques. Il est fait référence au sable présent dans les à partir chargements d'algues ramassées, qui aurait pour effet de biaiser les chiffres, et à une baisse des tonnages d'algues : les marées vertes seraient en rémission. Le phénomène est banalisé en faisant référence à son ancienneté et à son extension spatiale, sans lien avec le type d'activités présentes sur les territoires touchés. Son caractère multifactoriel est ensuite souligné, pour minorer le rôle des apports d'azote. L'argument suivant inverse le raisonnement : l'importance des flux d'azote n'est pas proportionnelle à celle des marées vertes, donc le lien ne peut être établi. D'ailleurs, l'azote provient de sources diverses. Par ailleurs, la responsabilité du phosphore est première et ne peut être imputable au monde agricole. Au final, la qualité des eaux est bonne en Bretagne, et devant les incertitudes scientifiques, il serait bien imprudent de pénaliser les entreprises agricoles. Ce, alors que des débouchés existent pour les algues... L'adresse du site internet de l'entreprise agroalimentaire Olmix, qui développe des procédés de valorisation des algues vertes, est alors communiquée.

Au tournant des années 2010, la configuration dans les baies dites « algues vertes » rassemble ainsi un ensemble de traits dont la conjonction est rarement réalisée : une épaisseur temporelle de la confrontation au phénomène d'une quarantaine d'années ; l'existence de zones sinistrées ; une épreuve médiatique très dense caractérisée par une saturation de l'espace public par des discours antagonistes et par la construction de récits historiques critiques¹⁷ ; un haut degré d'expertise et de structuration des acteurs en présence ; une vingtaine d'années de controverses en santé environnementale sur les pollutions agricoles ; une densification cognitive des politiques publiques, observable à tous les niveaux de gouvernance, y compris les plus locaux ; une multifactorialité et une complexité du phénomène qui rend délicate la mesure, à court terme, de la relation entre les efforts entrepris et leurs résultats.

C'est dans ce contexte que se reformulent, s'actualisent, se recomposent les savoirs expérientiels au sein de communautés rurales de plus en plus minoritaires sur les territoires côtiers. L'obligation de lutte instituée et de construction locale des solutions confèrent aujourd'hui une place centrale aux dynamiques cognitives micro-locales, qui se trouvent mobilisées dans l'espace public et données à lire comme une compétence. Dans le contexte actuel de normalisation des connaissances, elle vient alimenter une hybridation des informations, dans laquelle chacun se voit sommé de sélectionner dans un large panel celles qui font sens et qui constituent une ressource pour l'action coordonnée¹⁸.

17. Levain Alix, « Une épreuve médiatique ? Les éleveurs bretons face aux marées vertes », *Études rurales*, n° 198, 2017, p. 171-194.

18. Weick Karl E., *Sensemaking in Organizations*. Thousand Oaks, Sage Publications, 1995.

De l'approche psychosociologique des croyances aux politiques de la connaissance

Que produit la confrontation à un événement contredisant directement une croyance ? Comment les individus font-ils face à nécessité de mettre à jour leurs connaissances dans un temps court lorsque cette croyance est mise à l'épreuve ? C'est ce que cherchent à comprendre L. Festinger, H.W. Riecken et S. Schachter en 1956, en menant une enquête auprès d'un petit groupe d'adeptes convaincu de l'avènement prochain d'un déluge annoncé par des êtres venus d'une autre planète¹⁹. L'équipe s'est attachée à observer comment le démenti apporté à une anticipation prophétique (ici, l'annonce d'un cataclysme qui, le jour venu, n'arrive pas) pouvait produire, dans certaines conditions, une intensification des activités prosélytes développées par les membres de ce groupe convaincu de recevoir des messages en provenance de l'espace. Cette intensification apparaît dans le cas étudié comme directement corrélée à un renforcement paradoxal de leurs convictions. Les auteurs identifient, à l'issue de cette enquête devenue célèbre, les conditions qui doivent être réunies pour observer ce renforcement paradoxal face à des circonstances qui sembleraient en fragiliser les fondements : l'existence d'une croyance, faisant l'objet de ce que les auteurs appellent un « engagement » ; l'occurrence d'un démenti et d'une réfutation sans équivoques ; et l'existence d'un soutien social fort au croyant lorsque le démenti intervient.

L'échec d'une prophétie pose ainsi les bases de la théorie dite de la dissonance cognitive, qui constitue encore aujourd'hui le fondement de nombreux modèles interprétatifs des croyances en psychologie sociale²⁰. Face à une situation dissonante, les individus peuvent déployer différentes stratégies pour réduire l'écart entre leurs croyances et les événements qui viennent les démentir : chercher à modifier une ou plusieurs des croyances qu'ils professent, rechercher de nouvelles informations pour améliorer la consonance, ou chercher à oublier ou à réduire ces informations dont l'articulation s'avère problématique.

L'intégration de l'individu dans un groupe joue selon Festinger un rôle déterminant dans la façon dont le démenti à la prophétie est pris en charge :

« Pour que la rationalisation soit pleinement effective, le soutien des autres est nécessaire pour que l'explication ou la révision paraisse correcte.

19. Festinger Léon, Riecken Henri W. et Schachter Stanley, *When Prophecy Fails: A Social and Psychological Study of a Modern Group that Predicted the End of the World*. New York, Pober Publishing Company, New York, 2011 [1957].

19. À propos du succès précoce et prolongé de cette théorie, voir : Bem Daryl J., « Self-perception: An alternative interpretation of cognitive dissonance phenomena », *Psychological review*, vol. 74, n° 3, 1967, p. 183 ; Harmon-Jones Eddie et Mills Judson (éd.), *Science conference series. Cognitive dissonance: Progress on a pivotal theory in social psychology*, Washington, DC, US, American Psychological Association, 1999.

Heureusement, le croyant déçu peut souvent se tourner vers les autres membres d'un même mouvement, qui vivent la même dissonance et les mêmes pressions pour la réduire. Le soutien à une nouvelle explication est de ce fait prompt à intervenir et les membres du mouvement peuvent se remettre quelque peu du démenti²¹. »

Est-il alors possible, et si oui, à quelles conditions, de mobiliser cette grille de lecture déjà ancienne pour enrichir l'analyse des controverses environnementales contemporaines ?

D'abord, la question de la validité de ce type d'analyse dans des cas où il n'existe pas de prophétie se donnant pour telle reste posée. Peut-on travailler de la même manière quand il s'agit d'interpréter et de reconstruire, *a posteriori*, les éléments qui caractérisent une croyance à caractère prophétique²², en particulier lorsqu'elle ne fait pas *a priori* appel à une quelconque transcendance ? De ce point de vue, les *science studies* ont largement démontré que la production d'effets de vérité et d'annonces n'est pas l'apanage de la religion²³ : sciences et politique en produisent également, et le plus souvent conjointement. Il me semble ainsi légitime d'élargir les pistes posées par Festinger à des configurations dans lesquelles, à la dimension eschatologique, se substituent des croyances prenant appui sur la valorisation de la rationalité, c'est-à-dire ce que j'appellerais volontiers des *énoncés paradigmatiques*. Ce sont alors ces énoncés qu'il s'agit de dégager.

Mais – deuxième problème –, peut-on retenir des situations dans lesquelles aucun horizon d'accomplissement précis n'est fixé à la prophétie ? Cette question est plus délicate. L'absence de terme précis recouvre deux types de situations. Dans le premier, des éléments de calendrier apparaissent, mais l'horizon est glissant : c'est le cas lorsque l'on a affaire à des politiques de planification associées à des éléments de prospective. Dans le deuxième, qui va retenir notre attention ici, s'ajoute à cela le fait que c'est l'apparition inattendue et non recherchée d'une forme de conséquence directement rattachable à la prophétie (un dommage environnemental, par exemple) qui va constituer le « démenti non équivoque » dont parle Festinger. C'est sans doute là un point sensible : le démenti est, aussi, une construction sociale et dans la construction de l'absence d'équivoque réside le cœur même des controverses environnementales. À savoir, la construction sociale des problèmes publics et les activités de cadrage auxquelles se livrent les porteurs des causes environnementales comme leurs adversaires. Mais également la complexité et la multifactorialité des changements environnementaux d'origine anthropique, qui font de la gestion des aléas et de l'incertitude une dimension centrale de l'action ou de l'inaction.

20. Festinger Léon, Riecken Henri W. et Schachter Stanley, *When Prophecy Fails...*, *op. cit.*, p. 26-28. Traduction libre de l'auteur.

21. Je considérerai ici comme telle toute croyance comportant un caractère prédictif, s'appuyant sur des médiations individuelles (dans le cas étudié par Festinger, des « *messagers* ») ou collectives pour produire des représentations du monde associées à des prescriptions.

22. Voir par exemple : Shapin Steven et Schaffer Simon, *Leviathan and the Air-Pump : Hobbes, Boyle and the Experimental life*, Princeton, Princeton University Press, 1985.

Disons-le d'emblée, si la théorie de la dissonance a eu une influence très forte sur l'essor, dans les années 1960 et 1970, de la psychologie sociale et sur sa reconnaissance en tant que discipline académique, rares sont les travaux relevant d'autres disciplines des sciences humaines et sociales qui y font référence. Pourtant, la méthode utilisée par les auteurs (l'observation participante) paraissait devoir faciliter sa reconnaissance. Sans doute la distinction entre les croyances et les connaissances, sur laquelle repose la mise en récit de *L'échec d'une prophétie*, n'y est-elle pas étrangère. Cette distinction semble en effet reposer sur un positivisme trop appuyé pour que la majorité des sociologues la reprennent à leur compte. Pour ma part, j'y vois plutôt une technique narrative, car de fait la théorie de la dissonance dans sa forme réduite se résume dans un premier temps à identifier des adaptations comportementales consécutives à la coprésence d'informations contradictoires, puis dans un second temps à penser les adaptations de comportement comme résultant, de façon générale, d'un impératif psychologique de mise en ordre et en cohérence des informations en vue de leur intégration dans un système de valeurs.

Il revient à M. Douglas et A. Wildavsky d'avoir tenté de répondre de façon sociologique à la question posée par Festinger et ses collaborateurs : ils montrent comment les institutions travaillent à leur consolidation en favorisant la réduction de ces phénomènes de dissonance²⁴. On retrouve ici l'idée que l'institutionnalisation est le processus central de « soutien social » venant étayer les croyances et appuyer l'individu dans sa recherche de mise en conformité entre faits et valeurs, lorsque la frontière entre ceux-ci doit être renégociée. Douglas et Wildavsky s'attachent également à replacer les processus de renforcement de la consonance cognitive dans une logique relative, les systèmes de valeurs se consolidant par opposition les uns aux autres. Enfin, ils introduisent par la typologie *grid-group* une dimension supplémentaire à l'analyse : l'organisation du pouvoir et ses formes de légitimité au sein d'un même groupe y sont associés à des types de rapport à la connaissance et aux risques. Mais cette typologie permet aussi de repérer les appuis institutionnels facilitant la circulation et la légitimation de ces idées et qui tendent à décharger l'individu de la tâche de sélectionner les informations pertinentes. C'est ainsi que peut s'appréhender la circulation des idées et des connaissances entre les individus rencontrés en entretien et leur stabilisation comme argumentaire politique. Il serait cependant réducteur de ne considérer ce qu'on pourrait appeler un *corporatisme cognitif* (nous seuls pouvons produire les connaissances qui font sens pour nous, il n'existe pas de possibilité d'objectivation de notre expérience et de notre lecture du monde extérieure à nous-mêmes) que sous l'angle de la controverse engagée par et avec les « marchands de doute », très actifs sur le front que nous étudions ici²⁵. C'est d'ailleurs à mon sens l'une des limites de la compréhension de ce qui est en jeu dans la problématique des algues vertes quand on l'aborde par la controverse socio-technique. En parallèle, en effet, ce corporatisme cognitif se manifeste de plusieurs façons dans les discours publics et dans l'investissement des arènes de débat par les représentants du syndicat majoritaire, la FNSEA²⁶.

23. Douglas Mary et Wildavsky Aaron, *Risk and culture*, Berkeley/Londres. University of California Press, 1983 ; Douglas Mary, *Comment pensent les institutions*, Paris, La Découverte, 2004.

Les hypothèses développées par Douglas et Wildawsky dans leur théorie culturelle du risque convergent avec les travaux de psychologie sociale qui se sont intéressés, dans le prolongement de ceux de Festinger, aux situations de déni : le sentiment de défendre une opinion minoritaire, jugée improbable ou déraisonnable, diminue à court terme sensiblement la crédibilité de l'opinion majoritaire, l'influence de cette dernière n'apparaissant dans les groupes étudiés que de façon différée²⁷.

Le concept de *politiques de la connaissance* me paraît de ce fait le mieux à même de saisir ces articulations complexes par lesquelles l'expérience vécue se connecte, de façon située et historicisée, avec la trajectoire d'un problème public disputé et avec les processus plus globaux d'écologisation des sociétés. J'entends ici par politiques de la connaissance les processus, distribués socialement, de sélection et d'ordonnement des connaissances en fonction des prises qu'elles offrent à l'action et de leur capacité à produire du consensus ou à clarifier les antagonismes face à des épreuves collectives inédites. Penser en termes de politiques de la connaissance permet de prendre en considération à la fois la dimension argumentative et les relations de pouvoir en jeu dans les controverses environnementales contemporaines, tout en les resituant dans cette expérience située et réflexive que constitue la confrontation aux changements écologiques.

Le développement agricole : retour sur une prophétie

Le mécanisme que Festinger a identifié dans le cadre d'une série d'événements bien circonscrits dans le temps et dans l'espace peut contribuer à éclairer le cas que nous nous efforçons d'analyser. Encore faut-il pouvoir identifier de quelle prophétie il est question, et de quelle façon elle se trouve démentie.

-
24. Oreskes Naomi et Conway Erik M., *Merchants of doubt: How a handful of scientists obscured the truth on issues from tobacco smoke to global warming*, New York, Bloomsbury Publishing USA, 2011.
 25. Levain Alix, *Vivre avec l'algue verte : médiations, épreuves et signes*, thèse de doctorat en ethnologie et anthropologie sociale, Muséum National d'Histoire Naturelle, 2014.
 26. Moscovici Serge, Mugny Gabriel et Pérez Juan-Antonio, « Les effets pervers du déni (par la majorité) des opinions d'une minorité », *Bulletin de Psychologie*, vol. 28, n° 18, 1985, p. 803-812.

Ici, la prophétie ne se donne pas comme telle, en tout cas elle ne le fait plus que sporadiquement. Elle ressort en particulier des mobilisations et des politiques agricoles de l'après-guerre et de leur développement pendant les Trente Glorieuses : s'agissant d'une politique structurelle majeure, ses effets lui survivent bien longtemps après que les objectifs ont cessé d'être formulés en ces termes²⁸. Ces politiques articulent deux propositions. L'une se pense à l'échelle du monde : la croissance infinie de la production agricole est la source d'un progrès civilisationnel pour l'ensemble de l'Humanité. L'autre en constitue une déclinaison locale : tourisme (au premier chef littoral) et agriculture sont les deux piliers du développement de la Bretagne. Ces deux propositions complémentaires placent dans la Bretagne de l'après-guerre les communautés agricoles littorales au cœur d'un projet de société humaniste global : leur force productive est le moteur d'un bonheur collectif. Le productivisme peut ainsi être abordé à la fois comme un fait social total²⁹ et comme une idéologie³⁰. Le projet politique pour l'agriculture de l'après-guerre comporte une forte dimension messianique, porte une « annonce », qui correspond à une conviction très profonde chez des acteurs majeurs du développement agricole en Bretagne, souvent issus des Jeunesses Agricoles Catholiques : le caractère à la fois unificateur et émancipateur d'un projet moderniste, qui tend à invisibiliser les conflits sociaux et positionne « *l'abondance consumériste comme la fin de l'Histoire*³¹ ».

Si l'on retient l'énonciation de ce discours programmatique comme structurant la fonction sociale de l'agriculture mais également comme déterminant l'horizon à l'aune duquel les décisions sont prises et les comportements construits au sein des institutions liées au monde agricole, il reste un point à examiner : quelle peut être la nature d'un démenti apporté à ce discours prophétique ? Plus la prophétie présente un caractère programmatique diffus et positif, plus la constitution du démenti pose en effet problème à l'échelle collective. C'est sur cette base même que fonctionne l'économie de la promesse : celle-ci se nourrit d'une valorisation des savoirs et savoir-faire techniques, positifs, et finalisés, à même de construire des « solutions ». La mobilisation et l'adhésion sont renforcées par l'institutionnalisation d'un discours sur l'accès du plus grand nombre, dans un avenir perpétuellement repoussé, aux effets bénéfiques d'une évolution

27. Rist Gilbert, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2011.

28. Prével Maxime, « L'usine à la campagne. Socio-anthropologie du productivisme agricole », *Ruralia*, n° 18-19, 2006, [<http://ruralia.revues.org/1481>], consulté le 18 juillet 2011.

29. Fressoz Jean-Baptiste et Jarrige François, « L'histoire et l'idéologie productiviste », in Céline Pessis, Sezin Topçu et Christophe Bonneuil (dir.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, Paris, La Découverte, 2013. p. 61-79

30. Bonneuil Christophe, Pessis Céline et Topçu Sezin, « Pour en finir avec les "Trente Glorieuses" », in Céline Pessis, Sezin Topçu et Christophe Bonneuil (dir.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, Paris, La Découverte, 2013. p. 13

technologique ³², facilitant ainsi par l'entretien d'une espérance l'acceptation des inégalités et donnant aux signaux de démenti une valeur provisoire et précaire.

Un démenti en trois temps

Les proliférations d'algues vertes jouent un rôle croissant mais non exclusif dans la construction progressive, à différentes échelles, de ce démenti. L'existence d'un démenti formel (c'est-à-dire d'un énoncé incontestable) permet de réexpliquer cette prophétie, de révéler le caractère politico-religieux du « modèle », du « système » ainsi que ses propriétés. Mais la révélation qui fait exister la prophétie se donne à lire dans des temporalités et selon des modalités différentes qui donnent lieu à une pluralité de tentatives de réduction de la dissonance cognitive. L'algue verte est certes devenue un opérateur social, mais sa puissance reste encore à évaluer. L'obligation de lutte intervient en effet comme facteur de mise en tension entre deux groupes. D'une part, ceux pour qui le problème posé par les algues constitue une forme de dévoilement de cette prophétie et de son caractère absurde, qui passe par une dénonciation des faux prophètes et de l'aveuglement des adeptes. D'autre part, ceux pour qui elle est restée une référence et qui, face à l'émergence du « problème », désormais du « risque », sont confrontés à un changement de référentiel auquel ils sont sommés d'adhérer. La position politique de ces derniers, de moins en moins nombreux, est aujourd'hui centrale par leur maîtrise d'une partie importante de l'espace, leur capacité à incarner l'identité historique du territoire et par l'interpellation dont ils sont l'objet.

À partir des entretiens que j'ai réalisés auprès d'agriculteurs et anciens agriculteurs, j'ai mis en évidence trois grandes phases du démenti :

- un stade que l'on peut qualifier de confidentiel (années 1970-1980), au cours duquel une petite fraction du monde agricole établit un lien entre les modifications observées à l'exutoire des cours d'eau et sur l'estran et les pratiques de fertilisation. J'ai rencontré cette configuration chez quelques agriculteurs ayant travaillé des terres sableuses en bordure immédiate du littoral et pratiquant la pêche (la connaissance du milieu les place dans une situation d'observation privilégiée et leurs exploitations ont connu un développement plus limité). J'en ai également trouvé un écho chez des anciens qui ont posé rapidement un regard négatif sur les mutations extrêmement rapides intervenues dans les années 1960 (autour du triptyque remembrement et mécanisation, disparition des cultures intensives en main-d'œuvre, agrandissement et spécialisation des exploitations), et qui sont souvent issus du salariat agricole modeste, condition souvent associée à la mobilité intensive sur le territoire, aux pratiques de chasse, de pêche et de cueillette. De fait, chez ceux à qui la modernisation agricole a le moins bénéficié : l'attention aux signes de démenti est ainsi fortement corrélée à une situation de marginalisation accélérée dans le monde rural. Le démenti est donc pressenti, sinon formulé au sein de la communauté rurale au moins aussi tôt que chez des personnes qui lui sont extérieures. Il prend appui sur la condamnation d'une double exclusion : celle des espaces les plus difficilement valorisables (landes, bas-fonds) et celle des personnes les plus fragiles.

-
31. Gaudillière Jean-Paul et Flipo Fabrice, « Inégalités écologiques, croissance « verte » et utopies technocratiques », *Mouvements*, n° 60, 2009, p. 77-91.

- un stade initié (années 1990) qui fait suite au relais institutionnel des premiers résultats scientifiques faisant état des problématiques d'enrichissement des eaux en composés azotés, et aux crises agricoles de surproduction. Le caractère « infini » du progrès, dans son acception productiviste, c'est-à-dire la progression des rendements agricoles, est mis en question, un ensemble de fêlures apparaît. Au cours de cette phase, les algues vertes deviennent un objet de débat local appelant des prises de position, en connaissance de cause du caractère chronique de la pollution et de l'ampleur des changements à conduire pour pouvoir envisager une disparition des proliférations.
- un stade paradigmatique (années 2000) opéré par la mise en lien entre l'agriculture et un risque pour l'intégrité physique des personnes, non directement lié à la qualité sanitaire des produits agricoles. Cette étape met en lumière une contradiction intrinsèque entre le discours programmatique des politiques agricoles, dont l'essentiel se maintient, et le problème public des pollutions agricoles tel qu'il a été progressivement construit : il n'est plus possible de considérer de façon indépendante le développement agricole et le développement touristique. La totalité formée par les deux propositions prophétiques (globale et régionale) se trouve ainsi restituée et mise en question. Par conséquent, à la question des changements de pratiques agricoles s'ajoute, voire se substitue, celle du changement de système. Le stade paradigmatique intervient lorsqu'un basculement s'opère, pendant lequel la légitimité des institutions qui appuyaient la prophétie se trouve elle-même remise en cause.

Évacuer ou valoriser l'incertitude face à la dissonance

Alors même que le phénomène des marées vertes est largement documenté, les résultats de l'enquête montrent que subsistent des zones d'incertitude qui sont diversement évoquées et interprétées par les personnes interrogées.

L'incertitude provient d'abord des caractéristiques du phénomène lui-même, en premier lieu de sa dépendance aux conditions climatiques, qui déterminent les volumes et les dates d'apparition, et l'orientation des vents, qui détermine les zones d'échouages. À l'aléa météorologique s'ajoutent des incertitudes liées à la non-linéarité des relations entre apports d'azote dans les cours d'eau et développement des algues, ainsi qu'aux temps de réponse différés du milieu. L'évocation de cette incertitude radicale, liée à la complexité des systèmes écologiques, est associée à l'expression de doutes sur la possibilité de venir à bout des proliférations algales, décrites dans des termes variés mais qui font nettement émerger une idée de culture sauvage, dans laquelle l'être vivant qui croit et se multiplie est perçu comme mal connu, incontrôlable, doté d'un comportement erratique. Elle est aussi fréquemment reliée, dans les réflexions des habitants, aux incertitudes concernant les origines du phénomène (qu'on entende « origine » comme cause ou comme point de départ, les deux dimensions n'étant généralement pas distinctes chez les locuteurs). Au sein des discours recueillis auprès de l'encadrement agricole (conseillers techniques, responsables environnement, élus syndicaux et administrateurs de coopérative), l'invocation de cet ensemble d'incertitudes permet de mettre en relief l'importance des concessions faites par un monde agricole présenté comme unitaire pour s'engager, alors même qu'il aurait été bien compréhensible qu'il ne le fasse pas :

« [La coopérative] est présente sur les huit bassins algues vertes. Ce qui est une chose très simple, c'est fluide comme tout, c'est excellent. La grosse difficulté que nous avons, c'est la définition des objectifs : une volonté de tout le monde de résoudre le problème des algues vertes sans avoir la cause. [...] C'est un gros problème : au niveau du problème des algues vertes, a été pointé du doigt le monde agricole. Uniquement » (Responsable environnement d'une grande coopérative agricole, juillet 2012).

Mais au-delà des grandes coopératives agro-alimentaires bretonnes, la mise en avant des incertitudes sur les causes du phénomène concerne aussi les acteurs consulaires impliqués (parfois de façon très résolue) dans les programmes locaux de lutte contre les algues vertes : pour Nathalie, chargée de mission dans une Chambre d'agriculture, l'impossibilité de tous à problématiser le phénomène dans toutes ses implications et le caractère orienté et clivant des prises de position des parties prenantes renforce l'idée que l'attribution des marées vertes à une cause bien identifiée est impossible :

« Les algues sont toujours là. [Les gens] ne s'imaginent pas que c'est compliqué, et [ne] s'imaginent pas non plus que c'est peut-être pas que agricole, et que c'est un problème qui est quand-même très méconnu, on sait pas... » (Chargée de mission d'une Chambre d'agriculture, juillet 2011).

L'évocation de l'incertitude est en pratique et dans le contexte de l'interlocution, qu'elle soit publique ou en entretien, toujours une invocation. L'incertitude peut aussi être mobilisée comme une forme de résistance à la normativité induite par l'écologisation perçue des institutions (au premier rang desquelles l'Union Européenne), et le doute agit comme une ressource : il aide à faire face à la dissonance provenant du détachement entre l'individu isolé et les institutions qui tendent à gouverner indirectement l'agriculture par l'environnement. C'est donc un comportement de réduction de la dissonance, dans la mesure où les témoignages recueillis montrent, pour la plupart, qu'elle intervient comme une ressource cognitive permettant la hiérarchisation des informations, c'est-à-dire leur mise en ordre.

Cependant, l'invocation symétrique de connaissances qui présentent, elles, un caractère certain montre que cette mise en ordre ne peut s'opérer sans un renforcement des énoncés centraux du système interprétatif dominant des pollutions agricoles. Or, d'un point de vue cognitif, l'idée-même d'incertitude environnementale peut apparaître comme contradictoire avec la réalisation d'un projet d'autonomisation des contraintes naturelles et de maîtrise des conditions de la production agricole : elle vient heurter l'idée que le progrès technique en agriculture permet de réduire l'aléa. L'effort de construction de connaissances alternatives fondées sur une approche agronomique empirique est ainsi très soutenu, montrant que la mise en avant de l'incertitude ne doit pas être uniquement appréhendée comme une façon d'évacuer les informations problématiques, mais également comme une façon de les resituer au sein d'un système de sens fondé sur la pratique quotidienne d'un espace rural perpétuellement transformé, aménagé, fertilisé, drainé, planté, retourné. Pratique qui place les agriculteurs dans une situation sociale d'expertise, souvent revendiquée, au sein des communautés rurales face à ceux « qui n'y connaissent rien » et qui s'expriment pourtant.

Ainsi, incertitudes et dissonance cognitive, dans le cas étudié, se nourrissent l'une l'autre et entretiennent des relations complexes. L'incertitude peut à la fois se constituer comme un produit de la dissonance et comme un facteur favorisant celle-ci, jusqu'à ce que l'une et l'autre s'entretiennent dans ce qu'on pourrait qualifier d'errance cognitive extrêmement réactive et instable, pouvant, suivant les parcours de vie et suivant les circonstances appelant une prise de position, se traduire par une boulimie d'informations ou par un désintérêt revendiqué, une ouverture ou un rejet.

Des modes aux politiques de réduction : proposition de typologie

Festinger identifie deux modes principaux de réduction de la dissonance. Dans le premier mode, les membres du mouvement tentent de faire évoluer leurs croyances, leurs opinions, leurs comportements ; ou encore d'acquérir de nouvelles croyances ou connaissances susceptibles d'améliorer la consonance³³ ; enfin, ils peuvent s'efforcer d'oublier ou de réduire l'importance des informations ou des connaissances dissonantes. Dans le second mode, les membres du mouvement s'aveuglent sur le fait que la prophétie n'a pas été réalisée.

Associer à ces modes des stades de démenti et des relations à l'incertitude permet de les articuler, dans la perspective de mettre en évidence les formes par lesquelles ils s'intègrent à un ensemble d'usages sociaux des connaissances inscrits dans un contexte sociopolitique d'écologisation spécifique. Le stade confidentiel du démenti s'accompagne d'une évolution des opinions, de croyances et des comportements. Il faut noter que pour les acteurs qui s'inscrivent dans cette modification des comportements (un surinvestissement de ce qui est négligé par la prophétie), le démenti est d'emblée global et que les algues vertes sont davantage traitées comme participant, au même titre que d'autres signaux environnementaux et sociaux, du démenti que comme constitutives de celui-ci à elles seules. Aux stades ultérieurs du démenti, la dimension contraignante (c'est-à-dire le fait que l'injonction de mise en conformité des pratiques agricoles vis-à-vis des réglementations environnementales se renforce) joue un rôle déterminant sur l'évolution des comportements, mais ne semble pas avoir un impact significatif sur les dynamiques cognitives. Au stade paradigmatique, l'amplification du démenti stimule par contre l'acquisition de nouvelles croyances ou de connaissances susceptibles d'améliorer la consonance : les algues vertes font l'objet d'un véritable investissement cognitif au sein de la communauté agricole.

Quatre processus principaux de réduction de la dissonance se dégagent alors, qui peuvent être caractérisés par le rapport qu'ils entretiennent avec l'incertitude (synthétisés en fig. 4). À chacun de ces modes de réduction correspondent des formulations d'énoncés positionnant les phénomènes de marée verte dans le monde naturel et dans le monde social, mettant en évidence la double dimension de l'expérience de confrontation à la crise environnementale : il s'agit désormais d'une expérience qui se pense en relation avec l'émergence de discours et de dispositifs normatifs perçus comme externes et dont la légitimité est questionnée. En fonction de ces énoncés, des priorités d'action sont définies, qui cherchent à rendre le problème gérable et traitable dans et par la communauté, et à lutter contre l'hétéronomie. J'ai cherché à identifier, à partir du corpus d'entre-tiens, à quel stade de démenti se

référaient les énoncés. Cet exercice met en évidence la construction itérative des énoncés et leur épaisseur historique (fig. 5 à 8).

-
32. Léon Festinger s'appuie ici sur une distinction classique entre croyance et connaissance, que ses résultats empiriques contribueront par ailleurs à fragiliser : à la différence de la connaissance, la croyance permettrait la reconnaissance de la vérité d'un énoncé sans administration de la preuve par des voies logiques fondées ou non sur une démarche hypothético-déductive.

LA PHOTO DU MOIS

Meilleurs souvenirs de Djerba !



Pierre Rouzic, ancien administrateur, n'en revient pas de ce qu'il a vu sur les plages de Djerba, île située au sud de la Tunisie ! Envahies d'algues vertes, il se demande bien qu'elle est l'origine de cette pollution, d'autant qu'il n'y a pas d'élevages sur l'île ? De quoi méditer sur les accusations à l'encontre des éleveurs en Bretagne !

Sur cette photo, au premier plan, il ne s'agit pas de rochers recouverts d'algues mais bien la hauteur des algues concentrées sur la plage.



C'est à l'aide de tractopelles qu'elles sont retirées pour ne pas nuire au confort des touristes.

Fig. 3. – Page découpée par un éleveur dans la revue éditée par la coopérative Le Gouessant, spécialisée dans la nutrition animale, et affichée dans son bureau (Plonévez-Porzay, Finistère).

La coopérative publie et commente des photographies de vacances à Djerba, en Tunisie, qui lui ont été adressées par l'un de ses anciens administrateurs : le lecteur est invité à “méditer” sur les “accusations” dont font l’objet les éleveurs bretons, devant le constat de l’abondance des algues vertes sur une plage éloignée de tout bassin d’activité agricole.

Le premier processus, la *délocalisation*, s'appuie sur l'opposition entre le général et le particulier. Les phénomènes de marées vertes y sont décrits comme relevant de mécanismes globaux largement extérieurs au territoire et qui ne peuvent être appréhendés, du fait de leur complexité, par personne en l'état actuel des connaissances. Cette délocalisation concerne à la fois les enjeux et les causes : elle se traduit par exemple par la mise en avant d'autres cas de marées vertes dans le monde (fig. 3), mais également par le fait d'attribuer la responsabilité de remédier au problème (s'ils jugent qu'il en existe un) à des acteurs extraterritoriaux. Ce processus donne lieu à deux types principaux d'énoncés : il n'y a pas de lien entre l'activité agricole et le phénomène, ou entre le territoire et le phénomène. De ce fait, considérer les habitants du territoire, en particulier les agriculteurs, comme des destinataires prioritaires de ces informations n'est pas justifié, ces dernières n'ayant aucune raison de faire particulièrement sens pour eux.

Le second processus consiste en une *requalification* des informations dissonantes, considérées comme des constructions cognitives abstraites et sans ancrage, ne pouvant rendre justice aux spécificités locales et à la richesse des observations de terrain. Ce processus se traduit à la fois par une contestation de la suprématie des savoirs scientifiques institués en raison de leur généricité et par une demande constante tendant à produire des références agronomiques ou des modèles courantologiques plus fins, plus adaptés aux configurations locales, qui seraient de nature à remettre en question le schéma descriptif du développement des marées vertes. Par exemple, le rôle des effluents urbains mal traités ou des assainissements individuels défaillants est souvent évoqué, de même que la contribution des différents cours d'eau aux apports de nutriments dans les baies :

« Moi ça me fait peur quand la recherche là, l'IFREMER, avait fait des recherches en 97-98 où c'était clair que 70 % ou 80 % des nutriments qui arrivaient dans la baie provenaient du Yar et du Roscoat, et le fait aujourd'hui ça, ce soit quelque part remis en question et qu'en fait le Douron a plus d'impact, on voit bien qu'on maîtrise pas forcément l'origine du problème et du coup la solution, elle n'est pas forcément connue » (Animatrice agricole, juin 2011).

Le troisième processus repéré au cours des enquêtes est la *disqualification* des informations dissonantes en raison de leur origine : les informations présentées comme objectives ne le sont pas réellement, parce qu'elles sont issues de personnes ou de groupes dont l'orientation politique écologiste est évidente, et participe d'un mouvement plus vaste d'attaques, perçues comme coordonnées, faisant feu de tout bois. C'est alors la proximité, supposée ou réelle, entre les scientifiques spécialistes des marées vertes et les mouvements environnementalistes locaux qui va être questionnée.

Le dernier processus repéré est la *relativisation* : c'est celui qui articule avec le plus de netteté le travail de reconstruction d'une cohérence entre ce qui est vrai et ce qui est juste. Il consiste dans sa forme la plus pure à déplacer la problématisation sur un autre registre, en considérant que les informations dissonantes sont peut-être vraies, mais ne sont pas si importantes qu'elles doivent conduire à occulter des questions plus pressantes, comme la survie des exploitations et le revenu des agriculteurs. Dans ce cadre, la dangerosité, les difficultés de gestion, mais également l'import-

tance des proliférations et leur caractère anormal sont considérés comme surévalués.

« Après le nombre de jours de fermeture dus aux algues vertes, sur l'année, quoi, c'est une semaine. [...] On ferme, le temps de les ramasser. [...] Sur l'été, ce n'est pas grand-chose : une mauvaise journée de pluie et vous n'avez personne à la plage ! [...] Ici personnellement, c'est ma femme qui le dit, il n'y a personne qui a été dérangé parce qu'il y avait des algues vertes en bas » (Agriculteur, maire d'une commune touchée, juin 2012).

« Je pense que les algues vertes ne sont pas les pires ennemies. Bon c'est pas terrible bien sûr, il y a l'odeur, cette masse qui couvre nos côtes, mais on aurait très bien pu se retrouver avec quelque chose de plus difficile à gérer, on aurait pu se retrouver avec une algue toxique, avoir peut-être d'autres soucis » (Éleveur laitier, mai 2012).

Conclusion : Au-delà du déni, la gestion de la dissonance comme compétence

Les processus de réduction de la dissonance cognitive constituent un outil de repérage et de description des tensions cognitives au sein de la société locale. En ce sens, ils rendent possible une forme alternative d'appréhension des situations de controverse environnementale prenant en compte la complexité de l'expérience de l'écologisation.

La mise en évidence d'une gradation dans le temps, corrélée à la dynamique du problème public, et de l'existence de différents modes de réduction permet de dépasser l'assimilation de tous ces éléments de discours à une attitude de déni strictement liée à la défense d'intérêts professionnels : exigences de justification et exigences de production de sens à partir de l'expérience sont intimement mêlées. La progressivité et la complexité des remises en cause auxquelles les éleveurs sont confrontés les placent, au stade de remise en cause du principal paradigme donnant sens à leur activité, dans une situation de réévaluation des composantes passées de leur action, sans pouvoir s'en extraire. Dans ce contexte, le poids de la dissonance fait bien sûr de sa gestion une compétence politique de premier plan pour les représentants professionnels agricoles. Mais ce poids est aussi ce qui structure des activités beaucoup plus distribuées au sein du monde rural de recherche, d'assemblage, d'évaluation et de sélection d'informations au sein d'un ensemble de discours experts, qui peuvent être considérées comme autant de micropolitiques de la connaissance.

La mobilisation de la théorie de la dissonance cognitive dans la perspective d'une anthropologie des connaissances nécessite cependant quelques précautions interprétatives. D'abord, il me semble que le raisonnement n'est valable que là où la dimension prophétique subsistait jusqu'à une période récente, c'est-à-dire au sein d'une petite portion de la population agricole ayant bénéficié à plein des évolutions et ayant internalisé fortement ce projet au sein des institutions dans et par lesquelles elle se sent représentée. Il faut aussi que l'adhésion aux institutions porteuses de ce projet constitue le principal étayage perçu. Enfin, les circonstances de réalisation des enquêtes impliquent une prudence particulière. Parmi les éléments à prendre en considération, figure la densité de l'actualité récente sur ces sujets, qui mêle amplification des informations factuelles et intensification des négociations politiques. Cet appel d'air, source de biais possibles pour l'enquêteur, est cependant à l'origine d'une actualisation dans l'urgence des connaissances, et fournit un point d'observation

privilegié pour suivre les acteurs agricoles dans leur effort de repositionnement dans un espace social de référence qui s'élargit et s'enrichit de surprenantes associations entre humains et non-humains, associations dont ils étaient jusqu'à une période récente les porte-paroles presque exclusifs.

Processus	Caractérisation	Description sommaire	Rapport à l'incertitude
Délocalisation	Mise en cause de l'indexicalité des informations	Il est normal que les éléments d'information qui me sont communiqués ne fassent pas sens pour moi, car ils ne me concernent pas particulièrement : il n'y a pas de lien entre l'activité agricole et le phénomène ni/ou entre le territoire et le phénomène	Évacuation : Externalisation des enjeux et des causes ; il n'existe pas d'incertitude spécifiquement liée au phénomène, mais un ensemble de mécanismes généraux dont la compréhension et la maîtrise ne sont accessibles à personne, et par rapport auxquels on ne peut donc se positionner.
Requalification	Mise en cause de la pertinence des informations	Aucune construction générique ne peut rendre justice à la complexité de la situation locale et à la richesse des observations de terrain.	Évacuation : les causes, les manifestations et les effets sont connus, mais pas par ceux dont le supposé savoir fait autorité.
Disqualification	Mise en cause de la neutralité des informations	Les informations présentées comme objectives sont issues de sources orientées et participent d'un mouvement plus vaste d'attaques faisant feu de tout bois.	Valorisation : des hypothèses et des pistes de recherches essentielles sont laissées de côté, les phénomènes décrits sont en fait très mal connus.
Relativisation	Mise en cause du niveau de priorité des informations	Le problème n'en est pas un, si l'on considère la gravité des questions qui se posent à nous par ailleurs.	Valorisation : les informations données présentent un caractère dérisoire et ne portent pas sur les véritables questions pour lesquelles un haut niveau d'incertitude subsiste, que ni les sciences, ni les responsables politiques ne contribuent à réduire.

Fig. 4. – Les quatre politiques de réduction de la dissonance cognitive et leur rapport à l'incertitude environnementale.

Déclinaison	Priorités associées	Stade du démenti correspondant
Naturalisation : Le phénomène d'eutrophisation existe partout dans le monde, pas uniquement ici. Il n'y a pas de raison de se focaliser sur la région.	Lutter contre l'assignation et l'imputation, liées à la recherche de responsabilités qui sont en fait impossibles à individualiser.	Stade paradigmatique : accès récent à des informations sur le caractère mondial du phénomène d'eutrophisation côtière.
Socialisation : Ce n'est pas un problème pour ceux qui habitent ici (ou : nous nous en occupons) ; c'est apparemment un problème pour les autres : qu'ils prennent leurs responsabilités en conséquence, y compris pour nous imposer une injustice, plutôt que de nous blâmer.	Éviter les conflits au sein de la société locale et favoriser le compromis, en positionnant le conflit ailleurs ou à des échelles plus larges.	Stade initié : Émergence des politiques publiques et premières communications des données, engagement de nouveaux acteurs porteurs d'une vision alternative du progrès en agriculture.

Fig. 5. – Mode 1, La délocalisation des enjeux et des causes.

Déclinaison	Priorités associées	Stade du démenti correspondant
Naturalisation : Les observations réalisées localement contredisent les modèles ou ne sont pas prises en considération. ex. les micro-courants locaux, la défaillance supposée ou réelle d'une station d'épuration...	Lutter contre la montée en généralité opérée par les savoirs institués et contre la logique hypothético-déductive appliquée à un environnement familial.	Stade initié : les conclusions des modèles sont diffusées au sein d'instances partenariales dont les membres relayent localement le caractère schématique.
Socialisation : Les initiatives locales sont méprisées, les efforts réalisés localement passent par pertes et profits alors qu'ils prennent en compte un état particulier de l'environnement et de la société.		Stade paradigmatique : la montée en généralité de la problématique tend à gommer/juger les modes de prise en charge individuelle et collective déjà opératoires.

Fig. 6. – Mode 2, La requalification par la mise en cause d'une possibilité de regard éloigné.

Déclinaison	Priorités associées	Stade du démenti correspondant
<p>Naturalisation : Les chiffres et mécanismes véritables sont autres. ex. il n'y a pas de lien entre azote agricole et proliférations algales, le phosphore est le levier véritable sur lequel agir et il n'est pas d'origine agricole...</p>	<p>Lutter contre la déformation opérée par les urbains et les médias. Construire une stratégie collective de défense.</p>	<p>Stade paradigmatique : la diffusion large des analyses produites par les institutions scientifiques.</p>
<p>Socialisation : On nous présente comme faits des informations orientées, élaborées par des scientifiques qui sont en fait des militants écologistes. Ceux qui « mettent de l'huile sur le feu » le font par jalousie ou par vengeance et la parole des lanceurs d'alerte est frappée d'indignité.</p>		<p>Stade paradigmatique : ce sont ceux qui dénoncent le problème qui en sont à l'origine, par leur irresponsabilité.</p>

Fig. 7. – Mode 3, La disqualification.

Déclinaison	Priorités associées	Stade du démenti correspondant
<p>Naturalisation : Les algues vertes ont toujours existé, elles ne sont pas réellement dangereuses, tout matériau en décomposition est dangereux. L'espèce en elle-même est inoffensive et, si elle venait à disparaître, peut-être que quelque chose de toxique apparaîtrait à sa place (les algues vertes sont un moindre mal).</p> <p>La biomasse d'algues a diminué, les concentrations en azote dans les cours d'eau aussi.</p>	<p>Maintien des éléments de stabilité et évitement des ruptures.</p>	<p>Tous les stades, avec des formes différentes : le mode de la relativisation par naturalisation se donne à lire comme l'expression d'une adhésion à un ordre local.</p>
<p>Socialisation : Ce qui est dangereux, c'est la mort du groupe, la mort du territoire, la faim dans le monde.</p> <p>Les efforts réalisés par les agriculteurs sont venus à bout du problème ou le résoudront prochainement.</p>		<p>Stade paradigmatique : Réaffirmation de l'actualité de la prophétie comme responsabilité des agriculteurs dans le développement du territoire.</p>

Fig. 8. – Mode 4, La relativisation.